

**No. 23355**

---

**FRANCE  
and  
GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**

**Agreement on cultural co-operation. Signed at Berlin on  
16 June 1980**

*Authentic texts: French and German.*

*Registered by France on 8 May 1985.*

---

**FRANCE  
et  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE**

**Accord de coopération culturelle. Signé à Berlin le 16 juin  
1980**

*Textes authentiques : français et allemand.*

*Enregistré d'office par la France le 8 mai 1985.*

## ACCORD<sup>1</sup> DE COOPÉRATION CULTURELLE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

Le Gouvernement de la République Française et

Le Gouvernement de la République Démocratique Allemande,

Ayant à l'esprit l'Acte Final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe<sup>2</sup> et, tout particulièrement, celles de ses dispositions qui ont trait à la coopération et aux échanges dans le domaine de la culture,

Convaincus que la coopération culturelle entre les deux Etats contribuera au renforcement des relations amicales et de la compréhension mutuelle entre ceux-ci, dans l'intérêt de la paix,

Dans le souci de l'intérêt mutuel, le respect de la réciprocité et l'observation des législations en vigueur dans l'un et l'autre pays,

Désireux de donner à cette coopération une base appropriée, sont convenus de ce qui suit :

*Article 1.* Les Parties Contractantes favorisent le développement des échanges et de la coopération culturelle d'intérêt mutuel.

A cet effet, elles favorisent les relations entre organismes gouvernementaux, les activités culturelles des organismes non gouvernementaux s'exerçant dans les domaines couverts par le présent Accord, et les contacts entre les personnes concernées, à titre professionnel ou non, par la culture de l'un et l'autre pays.

*Article 2.* Les Parties Contractantes attachent de l'importance à la promotion de l'enseignement et de la recherche dans le domaine des langues française et allemande.

Elles soutiennent la coopération entre organismes compétents en la matière dans les deux pays.

Elles conviennent de s'employer à développer, par les moyens dont elles disposent, l'enseignement de la langue d'un pays dans l'autre, tant sur le plan scolaire et universitaire que sur le plan extrascolaire.

Elles s'efforcent de réserver à chacune des deux langues une place de choix dans leurs systèmes nationaux d'enseignement, de manière à créer les conditions les meilleures pour le développement de leur coopération.

Elles favorisent l'échange d'enseignants qui donnent respectivement des cours de français et d'allemand dans les universités et autres établissements d'enseignement supérieur ainsi que dans les établissements d'enseignement secondaire des deux pays.

Elles encouragent également l'échange de spécialistes de l'enseignement de la langue de leur pays.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 2 novembre 1981, date de réception de la dernière des notifications par lesquelles les Parties contractantes se sont informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles ou législatives requises, conformément à l'article 20.

<sup>2</sup> *Notes et Etudes documentaires*, n<sup>os</sup> 4271-4272 (15 mars 1976), p. 48 (La Documentation française).

*Article 3.* Les Parties Contractantes favorisent, après accord entre organismes compétents dans le domaine de l'enseignement, l'échange de publications administratives et pédagogiques, de manuels et de matériel d'enseignement, ainsi que de toute documentation appropriée relative à l'enseignement dans l'un et l'autre pays.

*Article 4.* Les Parties Contractantes encouragent la conclusion entre universités et autres établissements d'enseignement supérieur des deux pays, d'accords présentant un intérêt mutuel, définissant des programmes concrets et prévoyant leur financement. Ces accords sont portés à la connaissance de la Commission mixte de coopération culturelle, instituée par l'article 19 du présent Accord.

*Article 5.* Les Parties Contractantes encouragent l'échange, sur une base de réciprocité, entre autorités et institutions compétentes des deux pays :

- D'étudiants de troisième cycle, qui poursuivent leur formation dans des établissements d'enseignement supérieur;
- De stagiaires, qui poursuivent leur formation dans des établissements d'enseignement des arts;
- D'enseignants, chercheurs et spécialistes, qui effectuent des missions d'études, d'information ou de conférences, ainsi que des travaux de recherche en commun dans des établissements d'enseignement supérieur et autres organismes appropriés, dans les domaines non couverts par l'Accord de coopération scientifique et technique du 31 Août 1977 entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Démocratique Allemande.

Ces échanges doivent permettre, en particulier, de dégager des secteurs de coopération culturelle d'intérêt mutuel.

*Article 6.* Les Parties Contractantes recommandent l'organisation d'échanges de jeunes gens. Ces échanges incluent des échanges de groupes d'étudiants et de groupes d'élèves, organisés sur la base de la réciprocité et par entente entre institutions et organisations compétentes dans l'un et l'autre pays.

*Article 7.* Les Parties Contractantes favorisent la coopération entre les organismes et institutions compétentes dans le domaine de la culture.

Elles favorisent un certain nombre d'invitations et de missions dans un pays de personnalités du monde culturel de l'autre pays. Ces invitations et missions sont organisées d'un commun accord par les organismes compétents des deux pays à l'initiative du pays d'accueil ou du pays d'envoi.

Elles favorisent d'un commun accord les échanges, sous toutes formes appropriées, d'informations et de documentation sur la vie culturelle des deux pays permettant une meilleure connaissance mutuelle de la culture de leurs pays respectifs.

*Article 8.* Les Parties Contractantes favorisent l'envoi dans l'autre pays d'enseignants, personnalités et spécialistes dans les domaines couverts par le présent Accord, qui participent à des réunions bilatérales ou multilatérales (colloques, congrès, séminaires, festivals, etc.) organisées dans l'un ou l'autre pays.

Elles encouragent l'échange d'une information réciproque dans ces domaines.

*Article 9.* Les Parties Contractantes favorisent l'échange et la diffusion, sur un plan commercial et non commercial, des livres, périodiques et autres publications culturelles, scientifiques et techniques d'un pays dans l'autre, en fonction de leurs possibilités et en accord avec les organismes compétents, notamment par les moyens suivants :

- Conclusion d'arrangements particuliers entre organismes et maisons d'édition des deux pays dans le dessein d'intensifier la traduction, l'édition et la coédition d'ouvrages de l'un et l'autre pays;
- Rencontres de travail entre spécialistes de l'édition et de la diffusion des deux pays;
- Expositions du livre d'un pays dans l'autre;
- Participation d'un pays aux foires internationales du livre organisées dans l'autre pays;
- Echanges réguliers de livres, périodiques et autres publications culturelles, scientifiques et techniques entre bibliothèques et autres institutions spécialisées dans l'un et l'autre pays;
- Encouragement de l'importation sur la base commerciale de livres, périodiques et autres publications de l'autre Etat et de la vente au public de ces livres, périodiques et autres publications.

*Article 10.* Les Parties Contractantes recommandent la réalisation de films de coproduction, l'accroissement des échanges de films sur une base commerciale ou non commerciale, les échanges de personnalités et de spécialistes du cinéma des deux pays.

Elles encouragent également l'organisation de grandes premières, ainsi que de journées ou semaines de films d'un pays dans l'autre, et la participation aux festivals du film organisés dans l'autre pays.

*Article 11.* Les Parties Contractantes encouragent les organismes de leurs pays respectifs compétents en matière de radiodiffusion et de télévision à développer leurs échanges et leur coopération, sur la base d'accords directs conclus entre eux.

*Article 12.* Les Parties Contractantes favorisent, dans la mesure de leurs possibilités, les échanges, organisés sur une base commerciale ou non commerciale, dans les divers domaines de l'activité artistique, classique et contemporaine : art dramatique, lyrique et chorégraphique, musique, variétés, arts plastiques.

*Article 13.* Les Parties Contractantes encouragent le développement des échanges et de la coopération dans le domaine du sport.

Les organismes compétents dans l'un et l'autre pays peuvent conclure des accords directs dans ce domaine.

*Article 14.* Les Parties Contractantes encouragent les rencontres entre représentants des organismes de tourisme dans l'un et l'autre pays et facilitent aux touristes d'un pays l'accès à la vie culturelle et sociale de l'autre pays.

*Article 15.* Les Parties Contractantes recommandent et facilitent le développement des échanges et de la coopération dans le domaine de la jeunesse.

Ces échanges et cette coopération se réalisent par entente mutuelle entre institutions et organismes compétents dans les deux pays.

*Article 16.* Les Parties Contractantes accordent aux ressortissants de l'autre pays, accueillis dans leurs pays respectifs en application du présent Accord, les facilités nécessaires conformément à la législation en vigueur dans leur pays.

Les ressortissants du pays d'envoi sont tenus d'observer les lois et règlements du pays d'accueil.

*Article 17.* Les Parties Contractantes, ayant en vue les objectifs du présent Accord et animées d'une volonté commune de faciliter l'accès de la culture d'un pays au public de l'autre pays, procèdent à l'ouverture de centres culturels, sur la base de la réciprocité.

Le statut et les modalités de fonctionnement de ces centres font l'objet d'un accord particulier.

*Article 18.* Les Parties Contractantes favorisent et soutiennent la coopération entre leurs commissions nationales pour l'U.N.E.S.C.O.

*Article 19.* Les Parties Contractantes arrêtent des programmes d'échanges et de coopération, afin d'assurer la mise en œuvre du présent Accord. Il est créé une Commission mixte de coopération culturelle dont les deux Présidents sont mandatés, à cet effet, par leurs Gouvernements respectifs.

La Commission mixte élabore ces programmes, en suit l'exécution et fixe les modalités pratiques des échanges et de la coopération. Elle se réunit, en règle générale, tous les deux ans. Les dates et lieux de ses réunions sont fixés d'un commun accord par la voie diplomatique. Elle peut constituer en son sein des sous-commissions et groupes mixtes de travail, dont les recommandations et propositions sont présentées à son approbation.

Elle connaît et oriente les activités qui s'exercent en application d'arrangements particuliers conclus dans le cadre du présent Accord.

Elle coordonne ses activités avec celles de la Commission mixte de coopération scientifique et technique créée par l'Accord de coopération scientifique et technique entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Démocratique Allemande (article 4). Un lien spécifique est établi entre les deux Commissions, par une information réciproque et par la présence, dans chaque délégation, de membres communs.

*Article 20.* Chacune des Parties Contractantes notifie à l'autre l'accomplissement des formalités requises par sa Constitution ou par sa législation pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

Cet Accord entre en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications. Il est conclu pour une période de cinq années, renouvelable, par tacite reconduction, pour de nouvelles périodes de cinq années. Il peut être dénoncé par écrit, par l'une ou l'autre des Parties Contractantes avec un préavis de six mois.

FAIT à Berlin le 16 juin 1980 en double exemplaire original chacun en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

Pour le Gouvernement  
de la République démocratique  
Allemande :

[Signé — Signed]<sup>1</sup>

[Signé — Signed]<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Signé par Henry Bayle — Signed by Henry Bayle.

<sup>2</sup> Signé par Oskar Fischer — Signed by Oskar Fischer.

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

## ABKOMMEN ZWISCHEN DER REGIERUNG DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK UND DER REGIERUNG DER DEUTSCHEN DEMOKRATISCHEN REPUBLIK ÜBER KULTURELLE ZUSAMMENARBEIT

Die Regierung der Französischen Republik und die Regierung der Deutschen Demokratischen Republik haben

eingedenk der Schlußakte der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa und insbesondere der Bestimmungen, die sich auf die Zusammenarbeit und den Austausch auf dem Gebiet der Kultur beziehen,

in der Überzeugung, daß die kulturelle Zusammenarbeit der beiden Staaten zur Stärkung der freundschaftlichen Beziehungen und des gegenseitigen Verständnisses zwischen ihnen im Interesse des Friedens beiträgt,

in dem Bemühen um das beiderseitige Interesse, in der Achtung der Gegenseitigkeit und in Einhaltung der in beiden Staaten jeweils gültigen gesetzlichen Bestimmungen,

von dem Wunsch geleitet, dieser kulturellen Zusammenarbeit die entsprechende Grundlage zu geben,

folgendes vereinbart:

*Artikel 1.* Die Vertragschließenden Seiten fördern die Entwicklung des Austausches und der kulturellen Zusammenarbeit im gegenseitigen Interesse.

Zu diesem Zweck fördern sie die Beziehungen zwischen staatlichen Organen, die kulturellen Aktivitäten der nichtstaatlichen Organisationen auf den Gebieten, die das vorliegende Abkommen erfaßt, sowie die Kontakte zwischen den Personen, die sich beruflich oder nicht beruflich mit der Kultur im jeweiligen Staat beschäftigen.

*Artikel 2.* Die Vertragschließenden Seiten messen der Förderung der Lehre und der Forschung auf dem Gebiet der französischen und deutschen Sprache Bedeutung bei.

Sie unterstützen die Zusammenarbeit zwischen den für diesen Bereich zuständigen Einrichtungen in beiden Staaten.

Sie kommen überein, ihren Beitrag dazu zu leisten, mit den ihnen zur Verfügung stehenden Mitteln den Unterricht der Sprache des einen Staates im anderen sowohl im Bereich der Volksbildung und des Hochschulwesens als auch in der außerschulischen Bildung zu entwickeln. Sie bemühen sich, beiden Sprachen einen ihnen gebührenden Platz in ihren nationalen Bildungssystemen einzuräumen, um die besten Bedingungen zur Entwicklung ihrer Zusammenarbeit zu schaffen.

Sie fördern den Austausch von Sprachlehrern, die die französische bzw. deutsche Sprache an Universitäten, anderen höheren Bildungseinrichtungen und Oberschulen des anderen Staates lehren.

Sie fördern ebenso den Austausch von Spezialisten der Sprachausbildung ihrer Staaten.

*Artikel 3.* Die Vertragschließenden Seiten fördern nach Übereinkunft zwischen den zuständigen Organen des Bildungswesens den Austausch von administrativen und pädagogischen Veröffentlichungen, von Schulbüchern und Lehrmitteln sowie entsprechenden Dokumentationen über das Bildungswesen in beiden Staaten.

*Artikel 4.* Die Vertragschließenden Seiten fördern den Abschluß von im gegenseitigen Interesse liegenden Vereinbarungen zwischen Universitäten und anderen Hochschuleinrichtungen beider Staaten, die Festlegungen von konkreten Programmen und deren Finanzierung beinhalten.

Diese Vereinbarungen werden der Gemischten Kommission für kulturelle Zusammenarbeit zur Kenntnis gegeben, die entsprechend Artikel 19 dieses Abkommens gebildet wird.

*Artikel 5.* Die Vertragschließenden Seiten fördern auf der Grundlage der Gegenseitigkeit zwischen den zuständigen Organen und Institutionen beider Staaten den Austausch von

- postgradualen Studierenden, die ihre Ausbildung an Hochschuleinrichtungen fortführen,
- Praktikanten, die ihre Ausbildung an künstlerischen Lehranstalten fortführen,
- Lehrkräften, Forschern und Spezialisten, die Studien-, Informations- und Vortragsreisen sowie Arbeiten an gemeinsamen Forschungsprojekten an Hochschulen oder anderen geeigneten Einrichtungen auf Gebieten durchführen, die nicht Gegenstand des Abkommens über wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit zwischen der Regierung der Französischen Republik und der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik vom 31. August 1977 sind.

Dieser Austausch soll insbesondere die Herausbildung von Gebieten des kulturellen Zusammenarbeitens, die im gegenseitigen Interesse liegen, unterstützen.

*Artikel 6.* Die Vertragschließenden Seiten empfehlen die Organisierung des Austausches von Jugendlichen, darunter Gruppen von Studenten und Schülern, auf der Grundlage der Gegenseitigkeit und der Vereinbarung zwischen den zuständigen Institutionen und Organisationen beider Staaten.

*Artikel 7.* Die Vertragschließenden Seiten fördern die Zusammenarbeit zwischen den zuständigen Organen und Einrichtungen auf dem Gebiet der Kultur.

Sie unterstützen eine bestimmte Zahl von Einladungen und Entsendungen von Persönlichkeiten des kulturellen Lebens eines Staates in den anderen. Diese Einladungen und Entsendungen werden in gegenseitigem Einverständnis von den zuständigen Einrichtungen beider Staaten auf Initiative des Empfangs- oder Entsendestaates organisiert.

Sie fördern in gegenseitigem Einvernehmen und in allen zweckmäßigen Formen den Austausch von Informationen und Dokumentationen über das kulturelle Leben der beiden Staaten, die es gestatten, eine gegenseitige bessere Kenntnis der Kultur des anderen Staates zu ermöglichen.

*Artikel 8.* Die Vertragschließenden Seiten fördern die Entsendung von Lehrkräften, Persönlichkeiten und Spezialisten der Gebiete, die von diesem Abkommen erfaßt sind, in den anderen Staat zur Teilnahme an zweiseitigen oder

multilateralen Zusammenkünften (Kolloquien, Kongressen, Seminaren, Festivals usw.), welche im jeweils anderen Staat durchgeführt werden.

Sie unterstützen den beiderseitigen Informationsaustausch auf diesen Gebieten.

*Artikel 9.* Die Vertragschließenden Seiten fördern im Einvernehmen mit den zuständigen Organen die Verbreitung und den Austausch von Büchern, Periodika und anderen kulturellen, wissenschaftlichen und technischen Publikationen des einen Staates im anderen entsprechend ihren Möglichkeiten auf kommerzieller und nichtkommerzieller Grundlage, insbesondere durch folgende Mittel:

- Abschluß besonderer Vereinbarungen zwischen Einrichtungen und Verlagen der beiden Staaten zum Zwecke der Förderung von Übersetzungen und der Herausgabe sowie gemeinsamen Herausgabe von Werken des jeweils anderen Staates,
- Arbeitstreffen von Fachleuten des Vertriebs- und Verlagswesens beider Länder,
- Ausstellungen von Büchern des einen Staates im anderen,
- Teilnahme an internationalen Buchmessen, die im anderen Staat organisiert werden,
- regelmäßiger Austausch von Büchern, Periodika und anderen kulturellen, wissenschaftlichen und technischen Publikationen zwischen Bibliotheken u. a. Facheinrichtungen beider Staaten,
- Förderung des Imports auf kommerzieller Grundlage von Büchern, Periodika und anderen Publikationen des anderen Staates und des Verkaufs dieser Bücher, Periodika und anderen Publikationen an die Öffentlichkeit.

*Artikel 10.* Die Vertragschließenden Seiten empfehlen die Koproduktion von Filmen, die Verstärkung des Austausches von Filmen auf kommerzieller oder nichtkommerzieller Grundlage, den Austausch von Persönlichkeiten und Spezialisten des Filmwesens beider Staaten.

Sie fördern gleichermaßen die Durchführung von festlichen Filmpremieren und von Filmtagen oder Filmwochen im jeweils anderen Staat sowie die Teilnahme an Filmfestivals, die im anderen Staat organisiert werden.

*Artikel 11.* Die Vertragschließenden Seiten unterstützen die zuständigen Organe ihrer Staaten für Rundfunk und Fernsehen bei der Entwicklung des Austausches und der Zusammenarbeit zwischen ihnen auf der Grundlage direkter Vereinbarungen.

*Artikel 12.* Die Vertragschließenden Seiten fördern im Rahmen ihrer Möglichkeiten den auf kommerzieller oder nichtkommerzieller Basis organisierten Austausch auf verschiedenen Gebieten der klassischen und zeitgenössischen künstlerischen Tätigkeit: des Theaters und Musiktheaters, des Balletts, der Musik der Unterhaltungskunst und der Bildenden Kunst.

*Artikel 13.* Die Vertragschließenden Seiten fördern die Entwicklung des Austausches und der Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Sports.

Die zuständigen Organisationen beider Staaten können dazu direkte Vereinbarungen abschließen.



*Artikel 14.* Die Vertragschließenden Seiten fördern Begegnungen zwischen Vertretern der Tourismus-Einrichtungen beider Staaten und erleichtern den Touristen des einen Staates den Zugang zum kulturellen und gesellschaftlichen Leben des jeweils anderen Staates.

*Artikel 15.* Die Vertragschließenden Seiten empfehlen und erleichtern die Entwicklung des Austausches und der Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Jugend.

Dieser Austausch und diese Zusammenarbeit werden im gegenseitigen Einvernehmen zwischen den dafür zuständigen Organen in beiden Staaten verwirklicht.

*Artikel 16.* Die Vertragschließenden Seiten gewähren den Staatsbürgern des anderen Staates, die in ihrem Staat in Anwendung dieses Abkommens empfangen werden, die notwendigen Erleichterungen entsprechend den in ihrem Staat geltenden Gesetzen.

Die Staatsbürger des Entsendestaates sind verpflichtet, die gesetzlichen Bestimmungen des Empfangsstaates einzuhalten.

*Artikel 17.* Die Vertragschließenden Seiten, eingedenk der Ziele dieses Abkommens und von dem gemeinsamen Wunsch geleitet, der Öffentlichkeit des einen Staates den Zugang zur Kultur des anderen Staates zu erleichtern, eröffnen Kulturzentren auf der Basis der Gegenseitigkeit.

Statut und Modalitäten der Arbeitsweise dieser Zentren sind Gegenstand einer gesonderten Vereinbarung.

*Artikel 18.* Die Vertragschließenden Seiten fördern und unterstützen die Zusammenarbeit zwischen den UNESCO-Kommissionen beider Staaten.

*Artikel 19.* Die Vertragschließenden Seiten vereinbaren zur Durchführung dieses Abkommens Programme für den Austausch und die Zusammenarbeit. Es wird eine Gemischte Kommission für kulturelle Zusammenarbeit geschaffen, deren beide Vorsitzende zu diesem Zweck von ihren jeweiligen Regierungen bevollmächtigt sind. Die Gemischte Kommission erarbeitet diese Programme, verfolgt deren Durchführung und legt die praktischen Modalitäten des Austausches und der Zusammenarbeit fest. Sie tagt in der Regel alle 2 Jahre. Zeitpunkt und Ort ihrer Zusammenkünfte werden nach gemeinsamem Einverständnis auf diplomatischem Wege festgelegt. Innerhalb dieser Kommission können Unterkommissionen und gemischte Arbeitsgruppen aufgestellt werden, deren Empfehlungen und Vorschläge ihr zur Billigung vorgelegt werden.

Sie nimmt zur Kenntnis und orientiert die Tätigkeiten, die sich aus besonderen Vereinbarungen, die im Rahmen dieses Abkommens abgeschlossen sind, ergeben.

Sie koordiniert ihre Aktivitäten mit denen der Gemischten Kommission für wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit, die durch das Abkommen über wissenschaftlich-technische Zusammenarbeit zwischen der Regierung der Französischen Republik und der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik (Artikel 4) gebildet wurde. Eine besondere Verbindung wird zwischen den beiden Kommissionen durch eine gegenseitige Information hergestellt und durch die Anwesenheit von gemeinsamen Mitgliedern in jeder der beiden Kommissionen.

*Artikel 20.* Die Vertragschließenden Seiten notifizieren einander die Erfüllung der Formalitäten, die von ihrer Verfassung oder Gesetzgebung für das Inkrafttreten des vorliegenden Abkommens gefordert werden.

Dieses Abkommen tritt nach Empfang der letzten dieser Notifizierungen in Kraft. Es wird für einen Zeitraum von 5 Jahren abgeschlossen, der sich stillschweigend jeweils für weitere Zeiträume von 5 Jahren verlängert. Es kann von jeder der Vertragschließenden Seiten mit einer Vorankündigungsfrist von 6 Monaten schriftlich gekündigt werden.

AUSGEFERTIGT in Berlin am 16. Juni 1980 in zwei Originalen, jedes in französischer und deutscher Sprache, wobei beide Texte gleichermaßen gültig sind.

Für die Regierung  
der Französischen Republik:

[*Signed — Signé*]<sup>1</sup>

Für die Regierung  
der Deutschen Demokratischen  
Republik:

[*Signed — Signé*]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signed by Henry Bayle — Signé par Henry Bayle.

<sup>2</sup> Signed by Oskar Fischer — Signé par Oskar Fischer.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> ON CULTURAL CO-OPERATION BETWEEN THE  
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOV-  
ERNMENT OF THE GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

---

The Government of the French Republic and  
The Government of the German Democratic Republic,

Mindful of the Final Act of the Conference on Security and Co-operation in Europe<sup>2</sup> and, more particularly, those of its provisions relating to co-operation and exchanges in the field of culture,

Convinced that cultural co-operation between the two States will contribute to the strengthening of friendly relations and mutual understanding between them, in the interest of peace,

With a view to mutual interest, respect for reciprocity and compliance with the legislation in force in both countries,

Desiring to give this co-operation an appropriate basis, have agreed as follows:

*Article 1.* The Contracting Parties shall encourage the development of exchanges and cultural co-operation of mutual interest.

For that purpose, they shall encourage relations between governmental bodies, cultural activities of non-governmental bodies active in fields covered by this Agreement, and contacts between persons involved, professionally or otherwise, in the culture of one or the other country.

*Article 2.* The Contracting Parties shall attach importance to the promotion of education and research in the field of the French and German languages.

They shall support co-operation between bodies competent in the matter in both countries.

They agree to work towards developing, with the means at their disposal, the teaching of the language of each country in the other country, both in schools and universities and extramurally.

They shall endeavour to allot to each of the two languages a prime place in their national education systems, in order to create the best conditions for the development of their co-operation.

They shall encourage exchanges of teachers to give French and German classes respectively in the universities, the other institutions of higher education and the institutions of secondary education of the two countries.

They shall also encourage exchanges of specialists in the teaching of the language of their country.

---

<sup>1</sup> Came into force on 2 November 1981, the date of receipt of the last of the notifications by which the Contracting Parties informed each other of the completion of the required constitutional or legal formalities, in accordance with article 20.

<sup>2</sup> *International Legal Materials*, vol. 14 (1975), p. 1292 (American Society of International Law).

*Article 3.* The Contracting Parties shall encourage, following agreement between the competent bodies in the field of education, the exchange of administrative and educational publications, educational handbooks and material, and of all appropriate documentation relating to education in both countries.

*Article 4.* The Contracting Parties shall encourage the conclusion between universities and other institutions of higher education in the two countries of agreements of a mutual interest, defining specific programmes and providing for their financing. These agreements shall be brought to the attention of the Joint Commission on Cultural Co-operation established under article 19 of this Agreement.

*Article 5.* The Contracting Parties shall encourage the exchange, on a reciprocal basis, between competent authorities and institutions of the two countries of:

- Postgraduate students pursuing their training in higher education institutions;
- Trainees pursuing their training in institutions for the teaching of the arts;
- Teachers, researchers and specialists engaged in missions for research, information or conference purposes, or engaged in joint research work in higher-education institutions and other appropriate bodies, in the fields not covered by the Agreement on scientific and technical co-operation of 31 August 1977 concluded between the Government of the French Republic and the Government of the German Democratic Republic.

These exchanges should, in particular, make it possible to define sectors of cultural co-operation of mutual interest.

*Article 6.* The Contracting Parties shall recommend the organization of youth exchanges. These exchanges shall include exchanges between groups of students and groups of pupils organized on the basis of reciprocity and by agreement between competent institutions and organizations in both countries.

*Article 7.* The Contracting Parties shall encourage co-operation between the bodies and institutions with competence in the field of culture.

They shall encourage invitations and missions to one country for persons from the world of culture of the other country. These invitations and missions shall be organized by mutual consent by the two countries' competent bodies at the initiative of the host country or the sending country.

They shall encourage, by mutual agreement, all appropriate types of exchanges of information and documentation on the cultural life of the two countries leading to better mutual knowledge of the culture of the respective country.

*Article 8.* The Contracting Parties shall encourage the sending to the other country of teachers, eminent persons and specialists in the fields covered by this Agreement who shall participate in bilateral or multilateral meetings (symposia, congresses, seminars, festivals, etc.) held in either country.

They shall encourage the exchange of reciprocal information in these fields.

*Article 9.* The Contracting Parties shall encourage the exchange and distribution, on a commercial and a non-commercial basis, of books, periodicals and other cultural, scientific and technical publications of one country in the other

country, in the light of their potential and by agreement with the competent bodies, by such means as:

- The conclusion of special arrangements between publishing houses and bodies of the two countries with a view to increasing the translation, publication and co-publication of works from each country;
- Working meetings between publication and distribution experts of each country;
- Exhibitions of books by one country in the other country;
- The participation of one country in international book fairs held in the other country;
- Regular exchanges of books, periodicals and other cultural, scientific and technical publications between libraries and other specialized institutions in each country;
- The encouragement of the commercial importation of books, periodicals and other publications of the other State and of the sale to the public of these books, periodicals and other publications.

*Article 10.* The Contracting Parties shall recommend the making of co-produced films, increased exchanges of films on a commercial or a non-commercial basis, and exchanges of eminent persons and experts from the world of the cinema in the two countries.

They shall also encourage the holding of premières and of film days or film weeks by one country in the other country and participation in film festivals held in the other country.

*Article 11.* The Contracting Parties shall encourage in their respective country the bodies competent in matters of radio broadcasting and television to develop exchanges and co-operation on the basis of direct agreements concluded between them.

*Article 12.* The Contracting Parties shall encourage, in so far as is possible, exchanges, organized on a commercial or a non-commercial basis, in the various fields of artistic activity, both classical and contemporary: the dramatic, vocal and choreographic arts, music, variety, and the plastic arts.

*Article 13.* The Contracting Parties shall encourage the development of exchanges and co-operation in the field of sport.

The competent bodies in both countries may conclude direct agreements in this area.

*Article 14.* The Contracting Parties shall encourage meetings between representatives of the bodies responsible for tourism in the two countries and shall foster access by tourists of one country to the cultural and social life of the other country.

*Article 15.* The Contracting Parties shall recommend and promote the development of exchanges and co-operation in the field of youth.

These exchanges and this co-operation shall take place by mutual agreement between competent institutions and bodies in the two countries.

*Article 16.* The Contracting Parties shall grant to nationals of the other country, who have been received in their respective country pursuant to this

Agreement, the necessary facilities in accordance with the legislation in force in their country.

Nationals of the sending country shall be required to comply with the laws and regulations of the host country.

*Article 17.* The Contracting Parties, having in mind the objectives of this Agreement and motivated by a common will to facilitate access to the culture of one country by the public of the other country, shall arrange for the opening of cultural centres on a reciprocal basis.

The statute and operational arrangements for the centres shall be the subject of a separate agreement.

*Article 18.* The Contracting Parties shall encourage and support co-operation between their national commissions for UNESCO.

*Article 19.* The Contracting Parties shall draw up exchange and co-operation programmes, in order to ensure implementation of this Agreement. A Joint Commission on Cultural Co-operation is hereby established, whose two Chairmen shall be appointed for that purpose by their respective Governments.

The Joint Commission shall draw up the said programmes, monitor their execution and establish the practical procedures for the exchanges and co-operation. It shall meet, as a general rule, every two years. The dates and venue of its meetings shall be fixed by mutual agreement through the diplomatic channel. It may establish sub-commissions and mixed working groups within the Commission, whose recommendations and proposals shall be submitted to the Commission for approval.

It shall discuss and provide guidance for the activities carried out in implementation of particular arrangements concluded under this Agreement.

It shall co-ordinate its activities with those of the Joint Commission on Scientific and Technical Co-operation, established by the Agreement on scientific and technical co-operation concluded between the Government of the French Republic and the Government of the German Democratic Republic (article 4). A specific link shall be established between these two Commissions through reciprocal information and through the presence of members in each delegation who serve on both Commissions.

*Article 20.* Each of the Contracting Parties shall notify the other of the completion of the formalities required by its Constitution or its legislation for the entry into force of this Agreement.

This Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last such notification. It is concluded for a period of five years, automatically renewable for further periods of five years. It may be denounced in writing by either of the Contracting Parties with six months' notice.

DONE at Berlin on 16 June 1980 in duplicate in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:  
[HENRY BAYLE]

For the Government  
of the German Democratic Republic:  
[OSKAR FISCHER]